

Mémoire des Amis du patrimoine naturel de Beaurivage

**à la Commission sur le développement durable
de la production porcine au Québec**

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Mars 2003

**Sainte-Marie-de-Beauce
16 avril 2003**

Amis du patrimoine naturel de Beaurivage
102, rang Saint-Charles
Saint-Patrice-deBeaurivage (Québec)
G0S 1B0
<http://membres.lycos.fr/labeaurivage/>
labeaurivage@hotmail.com

La production porcine et principalement son expansion soulèvent de nombreuses questions, aussi bien dans le monde agricole que dans les collectivités rurales. Les Amis du patrimoine naturel de Beauvillage ont décidé de prendre part au débat suscité en soumettant ce mémoire à la Commission du Bureau d'audiences publiques sur l'Environnement sur le développement durable de la production porcine au Québec. aux audiences du BAPE. Notre réflexion porte sur les causes de cette production par un examen succinct et ses conséquences directes et indirectes sur le milieu.

À l'heure d'une mondialisation forcée, indépendante de la volonté civile mais orchestrée par les milieux financiers et régie par des organismes non élus (OMC, FMI et Banque Mondiale), toute une panoplie de réactions se met en branle pour reprendre en des mains citoyennes un processus de destruction de la nature et des réseaux sociaux par la «marchandisation» de toute chose. La production porcine issue du développement industriel de l'agriculture fait partie des causes suscitant une réaction de la part de la société civile directement contrainte à subir les conséquences d'un choix corporatif sans qu'elle ait pu y prendre part.

Un survol

Cette production s'est toujours concentrée dans des zones particulières et a toujours entraîné des conséquences désastreuses pour l'environnement. Un bref survol de Taiwan en passant par le Danemark, la Bretagne en France et certains États des USA nous permet d'écrire que la concentration n'a fait que créer des sources de maladies de plus en plus virulentes (peste, maladies mystérieuses[cumul de plusieurs virus attaquant le système immunitaire])pour le cheptel, mais également des dépassements astronomiques du pouvoir de rétention des sols en ce qui concerne les nitrates et les phosphores contenus dans les lisiers.

La Bretagne par exemple en a pour 25 ans à subir l'entraînement des nitrates dans la nappe phréatique, sans compter la pollution des cours d'eau de surface et ses déversements dans la mer où des algues se sont développées empêchant les activités côtières traditionnelles. Les épidémies de peste à Taiwan et au Danemark nous démontrent aussi le côté pervers de la concentration de cette activité.

En Iowa lors des pluies torrentielles des cinq dernières années, les lagunes en plein air ont entraîné dans les cours d'eau une telle quantité de lisiers que tous les poissons sont morts. La Chine est le principal producteur de porcs au monde ; cependant ses méthodes d'élevage en petite unité dans les milieux ruraux (chaque famille élève 2 ou 3 porcs et les lisiers se mélangent avec la fosse de la maison pour produire du méthane servant à l'éclairage et à la cuisine) n'entraînent pas les conséquences nuisibles des concentrations industrielles.

Pourquoi choisir cette production?

Le porc est l'animal dont le taux de conversion (rapport quantité d'aliments nobles ingérés/quantité de viande produite) est le plus élevé si on le compare à la vache, au bœuf ou au poulet. Et si l'on considère le type d'aliments ingérés, il s'avère qu'il entre en concurrence avec

l'être humain ; il serait donc préférable de consommer le grain directement que de passer par le porc. À partir de ce constat, il faut se demander : pourquoi choisir cette production?

Un petit retour en arrière nous permet de déceler la principale cause, due à la révolution verte : la surproduction de céréales. Cette surproduction généralisée dans les pays occidentaux largement subventionnés depuis les années soixante n'a entraîné que des désastres sans régler les problèmes de faim dans le monde et a été une des principales causes de cette faim (presque un milliard d'humains en souffre actuellement) par le biais du dumping qui rendait une céréale moins chère sur les marchés locaux des pays pauvres dont la principale ressource et activité (80 % de la population active) était liée à l'agriculture occasionnant un transfert de culture vers des productions d'exportation désertifiant les sols, comme les cacahuètes, et en concurrence directe avec d'autres pays laminant les prix sans que ces pays n'aient la ressource financière comparable aux pays occidentaux pour développer le secteur agricole puis industriel.

Mais le dumping a mis en évidence une concurrence déloyale (!) entre l'Amérique du Nord et l'Europe et pour contourner cette controverse, ces pays se sont mis à essayer de trouver une valeur ajoutée à cette surproduction de céréales. Quoi de mieux que le porc qui en mange une quantité industrielle pour en sortir une infime quantité de viande !

Il y a quelques années, les producteurs de porcs ont bloqué l'autoroute 20 pour réclamer une aide d'urgence qui leur a été fournie.. Lors de cette lutte, malgré que le prix du porc fût à son plus bas, le prix au détail dans les magasins n'a pas bougé et la transformation a continué à faire un profit : nous serons toujours astreints à subir le prix décidé par les bourses américaines et le seul profit ira toujours à la transformation, c'est-à-dire que ce sera toujours à la collectivité de subventionner cette production et que le profit n'ira toujours que dans la poche de quelques transformateurs.

On peut comprendre une aide pour que le pays soit autosuffisant mais pas dans le cadre de l'exportation car, indirectement, on subventionne l'alimentation d'un pays comme le Japon et paradoxalement plusieurs pays qui en auraient besoin sont musulmans et ne consomment pas cette viande. Parallèlement, on veut nous faire croire que les exportations de viandes vers des pays émergents ou le Japon sont rentables. S'il fallait considérer l'énergie utilisée (non renouvelable et polluante) pour la production, la transformation, pour le stockage, les transports, les risques sanitaires des concentrations et la pollution générée par les lisiers à son coût réel, les prix seraient prohibitifs. Il y a également lieu de considérer les pays où la religion interdit la consommation de viande de porc pour nuancer la croissance infinie de ce secteur.

La technologie «salvatrice»

Parlons maintenant de toute la recherche technique que cette production a suscitée. Si dans un sens cela est bon pour la recherche et le développement qui ne vit que de ses propres avancées, l'autre côté de la médaille est toute la transformation que ces recherches ont nécessitée. Avant les années 80, beaucoup d'élevages porcins n'étaient pas vraiment spécialisés et l'on trouvait aussi

bien des maternités faisant l'engraissement et revendant leur excédent à des petites unités d'engraissement, les coopératives et autres fournisseurs se chargeant de l'approvisionnement.

À la suite d'une maladie mystérieuse, une première tranche de modifications s'est effectuée nécessitant de gros investissements: Il fallait construire de nouveaux bâtiments pour recevoir des troupeaux assainis (nés par césarienne) et se spécialiser principalement en naisseur-finiisseur. Mais ce ne fut pas suffisant. En 90, la deuxième tranche de modifications a entraîné encore de gros investissements pour se spécialiser dans des maternités assainies gigantesques, forçant tous les petits à fermer ou à réinvestir dans l'engraissement assaini ou pas.

À la rigueur, on peut considérer ces investissements à répétition comme des détournements de fonds au détriment d'une autre agriculture moins technique et plus respectueuse de la nature. Il faudrait pouvoir quantifier ce détournement et le prendre en considération dans la rentabilité à long terme de cette production.

En ce qui concerne les lisiers, nous suivons la même procédure. car elle est gérée également par des techniciens qui ne vivent que par la recherche et le développement et ne vont donc pas proposer autre chose que la continuation de ce principe qui les nourrit un peu comme un bateau qui coule et dont on ne proposerait que des solutions pour que le naufrage soit lent et irréversible.

En voulant faire une agriculture dite «durable», on opte pour le béton pour contenir ce lisier et on le subventionne ; la collectivité doit payer pour gérer la pollution de quelques-uns. En réalité, la collectivité paye pour le démembrement de l'agriculture et son orientation industrielle, la transformation du monde rural n'accentue que son dépeuplement, car la concentration et le gigantisme des nouvelles installations ont supprimé toute une partie du secteur varié pour des monocultures employant très peu de personnes.

Un processus qui s'accentue

Et le processus ne peut que s'accentuer ; le maïs absorbant le plus de lisier, c'est cette culture qui va prédominer ; sa surproduction entraînera une augmentation des porcs et la limite extrême est atteinte lorsqu'on construit une usine pour faire de l'éthanol avec le maïs alors que cette monoculture consomme le plus d'énergie non renouvelable, notamment à cause de l'équipement motorisé utilisé pour la culture, du transport, du séchage ou de la production d'engrais chimiques nécessaires en complément au lisier. Le chien courant après sa queue.

Et les différentes mesures apportées par le ministère de l'Environnement (en réalité le ministère octroyant des permis de polluer) n'ont servi qu'à augmenter le processus de dégradation du milieu naturel. En augmentant la surface pour épandre le lisier dans des régions saturées par le biais des teneurs en phosphore des sols, ce ministère a permis une déforestation sans précédent et un appauvrissement des sols dans ces régions déjà dénaturées.

Nous nous retrouvons avec des super techniciens prêts à cloner, à centrifuger, à osmoser, à transgérer, qui ne se comprennent plus qu'entre eux (sont-ils déjà les clones de demain?). Nous

les laissons diriger notre avenir et subissons un détournement de notre rôle de citoyen par une science sans conscience ne vivant que pour elle. Il est tout au moins surprenant de constater la fuite en avant poursuivie par les «technocrates», la mauvaise odeur des lisiers qui pourrait être résolue par le simple fait de litières conventionnelles (paille, copeaux), nos techniciens veulent la résoudre par une alimentation super-sophistiquée, genre boules de déodorant incorporées ou sacs plastiques fixés au postérieur de l'anima , quand ce n'est pas le traitement du lisier par centrifugeuse ou osmose inversée, toute une panoplie de solutions dignes de mutants. Leur devise est sans doute : «Pourquoi faire simple quand c'est si facile de tout compliquer?». Il serait par ailleurs intéressant de comparer les soins et leur coût proportionnellement à la durée de vie donnée à l'homme et au porc.

Des conséquences à long terme

La production porcine est liée à la mondialisation forcée ; les conséquences de son orientation ne seront perceptibles que dans les dix prochaines années et ce sera encore la collectivité qui se chargera de la dépollution, qui sera confrontée aux conséquences des traitements antibiotiques systématiques et qui perdra définitivement des éléments du patrimoine naturel, par le biais, par exemple, des OGM modifiant les plantes vernaculaires par croisement.

L'économie «casino» veut nous faire croire que le long terme, ce sont les dix prochaines minutes et que l'économisme doit diriger notre vie, donc qu'il est urgent de construire d'énormes porcheries pour prendre «le sacro-saint marché» et ses quelques poignées de dollars volatiles.

Ce scénario ne convient qu'à une ploutocratie et il est temps de définir une autre finalité ; notre espoir ne peut être lié à un pourcentage de croissance ou à quelques points de Wall Street.

Il a fallu trois générations pour amener des terrains à bien produire, une vingtaine d'années pour s'apercevoir des conséquences de l'abus des engrais, des pesticides et du drainage sur les cours d'eau et il faudrait choisir en dix minutes l'orientation d'une production pour suivre le marché! C'est la diversité qui enrichit un milieu. L'orientation de l'agriculture actuelle ne permet pas cette diversification ; il y a lieu de repenser celle-ci, le principal problème des années à venir sera celui de l'eau et l'on ne peut pas dire que la production porcine va l'améliorer.

Les subventions en agriculture sont un mal nécessaire pour l'instant ; elles ont permis la mécanisation, donc l'exode rural pour alimenter en main-d'œuvre le secteur manufacturier, et la garantie d'une alimentation de base bon marché. Mais aujourd'hui, elles sont nuisibles pour les pays en voie de développement, pour les milieux naturels et n'aident que quelques compagnies rendant ce marché captif par le biais de leurs fournitures(semences brevetées, pesticides brevetés et produits achetés au plus bas prix)alors que ces semences sont le fruit de 3000 ans de sélection par les générations de cultivateurs du monde entier. Nous pouvons détruire en quelques années la Terre ; il est de notre devoir de rectifier une utopie malsaine et de repenser notre avenir.

Des solutions émergentes

Les solutions apparaissent tranquillement dans les marchés équitables, dans l'aide au maintien du patrimoine, dans la transformation à la ferme, dans la diversification des productions, dans les produits du terroir et l'artisanat rural. Ce n'est pas un retour en arrière comme l'on voudrait nous le faire croire, mais une orientation permettant la création de nombreux emplois ou le maintien d'une population rurale de plus en plus réduite et une occupation du territoire diversifiée.

La tendance actuelle reflète une recherche de produits ayant un goût propre et non plus une standardisation fade. Seules des petites unités peuvent produire cela et ces unités sont beaucoup plus souples pour se modifier que des grosses structures monopolisant du capital et dont la rentabilité n'est liée qu'à la quantité. On ne peut laisser entre les mains d'une corporation de plus en plus réduite mais avec un lobby puissant notre alimentation, le modelage des paysages et l'utilisation de l'eau.

Les subventions ne devraient pas servir pour l'exportation car nous empêchons les pays dits «pauvres» de subvenir à leurs besoins essentiels en leur présentant des produits sous évalués concurrençant les leurs alors qu'ils ne disposent pas de moyens financiers ou techniques pour faire face et leur développement est essentiellement lié à l'agriculture. Ce n'est pas uniquement le secteur porcin qui est en cause, il est la pointe de l'iceberg par ses avancées spectaculaires au Québec depuis ces 20 dernières années, mais nous pouvons déjà sentir tous les méfaits d'une perte de contrôle de cette activité.

Il est impensable de voir se concrétiser l'aide à la spéculation dans les quotas de lait, l'aide au développement anarchique dans la production porcine, l'aide au «brevetage» du vivant et parallèlement voir le désengagement dans les soins de santé et les services publics. Si c'est cela «la main invisible» du marché et qu'elle doit diriger notre vie nous ne serons bien que morts, mais même à ce stade final de la vie nous ne sommes pas sûrs que les technocrates et l'économisme ambiant ne nous utiliseront pas comme supplément alimentaire au porc...

Peut on mettre un prix, une valeur, à un paysage, à la qualité de l'air et de l'eau ? Une population en santé et ayant accès à l'éducation et pouvant s'épanouir, n'est ce pas le but des sociétés humaines? L'économisme nous réduit à l'état d'individu, sujet à toutes les peurs primaires : emploi précaire, soins de santé réservés aux riches, éducation uniquement consacrée à former des techniciens prêts à travailler pour l'entreprise, retraite précaire et notre avenir lié à 0,01% du taux de croissance du PIB si ce dernier a été obtenu en rasant les forêts et en rejetant du mercure dans l'eau. L'économisme n'en a rien à foutre : le long terme ce sont les dix prochaines minutes.

Si nous laissons agir le monde agricole seul nous pouvons déjà voir ce qui arrive. Dans les régions saturées de lisier de porc lors du premier virage du ministère de l'Environnement, les agriculteurs sont allés chercher des signatures de permis d'étendre du lisier à la périphérie sans jamais y aller, puis, lors du dernier virage et avant le moratoire, ils se sont mis à acheter des terres, ce qui a fait décupler le prix de celles-ci bloquant le développement d'autres productions (comme la production maraîchère) et une fois que ce prix fût devenu prohibitif, il ont commencé

à défricher, à dévaster plus exactement les forêts attenant à leur lot ce qui est une aberration agronomique, dans la mesure où nous sommes déjà en surproduction et que ces nouvelles terres ne servent qu'à déverser un excédent, qu'elles ne seront fertiles que dans dix ans et que les agriculteurs recevront des aides par l'assurance récolte pour les mauvaises récoltes de ces dix ans à venir.

Repenser toute l'agriculture

On ne peut pas tenir uniquement compte du secteur porcin : c'est l'agriculture en entier qu'il faut revoir, sa surproduction chronique, sa soumission à des groupes multinationaux pour ses intrants dénaturés, son occupation du territoire au détriment du tourisme ou du bien de la collectivité, son monopole de réflexion entre son syndicat unique et les entreprises agro-alimentaires, sa pollution de l'eau par le drainage, la déforestation, l'emploi de pesticides et les désastres à venir concernant les élevages hors sol concentrés, sujet à de plus en plus de maladies – donc l'emploi de médicaments –, et la réduction à quelques variétés de céréales productives augmentant les risques d'être attaquées par une maladie ou un insecte créant un manque alimentaire (en 1970-1971, les USA ont perdu leur récolte de soya et de maïs et ont été obligés de rechercher des variétés rustiques au Mexique pour générer de nouvelles semences résistantes aux maladies ayant dévasté les récoltes [actuellement les variétés de maïs mexicains ont été contaminés par les maïs transgéniques, ce qui menace un prochain sauvetage, mais les techniciens iront sans doute chercher sur Mars les plants du futur sauvetage]).

Le discours du monde agricole des dernières décennies pour justifier sa surproduction et les aides allouées, nonobstant les retombées économiques (annulées par les coûts de dépollution), veut nous faire croire que la surproduction est nécessaire pour garantir l'alimentation de la population mondiale qui va atteindre 10 milliards dans les années 2025 mais ce discours est faussé :

- la faim dans le monde n'a fait que s'amplifier à cause du dumping;
- les accords de Bretton-Wood qui prévoyaient une réserve de grains pour faire face aux pénuries n'ont jamais été appliqués;
- les multinationales avec l'aide du FMI et de la banque mondiale ont imposé des cultures d'exportation à des prix ridicules ne favorisant ni les terrains (souvent pauvres) ni les productions de survivance.
- les pays «riches» mettant en concurrence les pays «pauvres» pour bénéficier des prix les plus bas pour les produits exotiques et revendant leurs services et leur matériel à des prix prohibitifs ce qui alourdit encore le service de la dette et ne résout pas le problème de fond de ces pays.

Pourtant, par le commerce équitable, une solution se présente et le développement des régions où ce système agit permet la construction d'écoles et de dispensaires et à long terme une réelle amélioration de la qualité de vie.

Nous ne voyons pas comment le secteur agricole laissé à lui même peut améliorer des situations qu'il a lui même générées. Le système spéculatif des quotas et l'absorption des petits par les gros

ne permet plus aux jeunes de reprendre une ferme, les poulaillers et les porcheries ont atteint des prix qui ne permettent plus qu'à des intégrateurs ou des groupes financiers de reprendre en main ces exploitations, on vient de remettre entre les mains de «gens d'affaires» la vie du monde rural.

Depuis 20 ans, ces personnes au nom d'un libéralisme sauvage ont dévasté la planète, cassé tous les liens sociaux, pratiqué le racket, se sont mis en position de monopoles et inondent les médias de faux discours et de fausses représentations.

«Tout dirigeant d'entreprise qui se soucie d'autre chose que de maximiser les dividendes de ses actionnaires est à considérer comme un subversif », a dit le prix Nobel d'économie Milton Friedman, maître à penser de plusieurs générations d'économistes. Si l'on considère qu'entre subversif et terroriste il n'y a qu'une aile de papillon, tous ceux dorénavant qui n'accepteront pas l'exploitation mortelle de la Nature et de s'appauvrir (santé, éducation, emplois précaires) se retrouveront à un centre équivalent à Guantanamo!

Sujet qui aspire à la liberté et de nature socio-communautaire, l'homme n'est pas semblable à un mécanisme ou à un organisme : c'est à des raisons, des sentiments et des choix qu'il obéit. Les théories économiques qui le réduisent à des plaisirs et des peurs primaires, et le rendent donc manipulable à souhait, sont erronées, comme l'a soulevé Omar Aktouf dans un ouvrage intitulé *La stratégie de l'autruche*, publié chez Écosociété en 2002.

Le développement durable, une notion pervertie

Nous aimerions résumer un texte de Sadruddin Aga Khan paru dans le *Monde diplomatique* de décembre 2002, concernant le développement durable et intitulé : «Le développement durable, une notion pervertie». Selon cet auteur, le dogme du développement durable est trompeur : il égare nos esprits de la même manière que l'a fait en son temps, l'idée que la Terre était plate, mais avec des conséquences infiniment plus graves pour notre survie. La notion de durabilité est devenue une pieuse incantation au lieu d'inciter à une action urgente et concrète.

Le développement durable a été perverti de cinq manières :

1) Par le monde des affaires, qui l'a rendu synonyme de croissance durable. Il s'agit là d'un oxymoron, soit le rapprochement de deux mots qui semblent contradictoires, qui reflète le conflit entre une vision commerciale et une vision environnementale, sociale et culturelle du monde. C'est devenu un slogan pour les firmes multinationales et les milieux d'affaires, détournant progressivement le mouvement écologique vers un réalisme d'entreprise (le défenseur de la nature peut être celui qui tue les animaux sauvages pour vendre leurs peaux)

2) L'idée de développement durable a été pervertie par celle d'utilisation durable, une abomination orchestrée par un courant promoteur d'un prétendu usage rationnel. Ainsi, l'utilisation durable des ressources marines signifie le meurtre des baleines, tandis que l'utilisation durable de la faune naturelle a engendré une industrie très lucrative : la viande sauvage, notamment en Afrique.

3) Les entreprises de l'OCDE versent tous les ans 80 milliards de dollars de pots de vin pour obtenir des avantages ou des contrats. Une somme comparable à celle qui permettrait, selon les Nations Unies d'éradiquer la pauvreté. Le commerce illicite d'animaux vivants et des produits dérivés de leurs carcasses est devenu la deuxième source des revenus après le narcotrafic, pour le crime organisé.

4) L'idée de développement durable favorise la mainmise des grandes firmes internationales : celui qui paye le lobbyiste donne le ton. En février 2002, Richard Parsons, président d'AOL Time Warner, a déclaré au forum économique mondial de New York – sans apparemment trouver cela inquiétant ou anormal – qu'à une époque, les Églises avaient joué un rôle déterminant dans nos vies, ensuite, ce furent les États, à présent, c'est au tour des entreprises. Partout pour résoudre les maux de la Planète, sont vantées les mérites de solutions fondées sur le marché : philanthropie, autocontrôle, responsabilité sociale des entreprises et codes de bonne conduite volontaire. Cependant, aucune de ces propositions ne saurait remplacer la responsabilité étatique, les politiques et la réglementation.

5) Enfin, la philosophie du développement durable a aussi abrité une idée exécrable : celle de consommation durable.

Alors que partout on ne parle que d'argent et de consommation éhontée, ce vocable illustre à quel point la notion de durabilité s'est égarée sur les chemins de la novlangue chère à Orwell. Le développement durable, tel que défini par le rapport Brundtland (servant de base au sommet de Rio en 1992), exige non pas de poursuivre la croissance actuelle mais de l'accélérer de cinq à dix fois.

Huit cent millions de personnes souffrent de malnutrition tandis qu'un petit pourcentage s'étouffe de surnutrition. La question de l'industrie alimentaire met en lumière l'importance de sujets comme le consumérisme, les inégalités mondiales et l'affaiblissement des pouvoirs publics. L'ouverture d'un grand marché mondial au nom du libre échange, les règles de l'OMC et le contrôle des aides consolidant et centralisant l'industrie alimentaire : dix compagnies contrôlent soixante pour cent de ce secteur (semences, engrais, pesticides, industrialisation, expédition).

Les deux cents traités internationaux sur l'environnement sont restés lettres mortes, anéantis par leur caractère vague et le laxisme mis à les respecter. Peut être est il déjà trop tard pour toute durabilité. Beaucoup de processus sont probablement déjà irréversibles. La réponse aux crises environnementales, comme aux changements climatiques, n'attendra pas indéfiniment que nous disposions de données scientifiques concluantes.

Il est peut être temps de décréter un moratoire sur toutes les innovations scientifiques et technologiques comportant un potentiel d'effets négatifs sur la planète et la société. Certes, la science – ou ce qu'on peut craindre de devoir appeler la science d'entreprise – paraît toujours sur le point de faire une découverte majeure qui, bien que semblant dangereuse, est inmanquablement accompagnée d'un tintamarre de commentaires rassurants sur son potentiel

bénéfique (soigner le cancer, renverser le changement climatique ou supprimer la faim), si toutefois on maintient le flot de subventions à la recherche.

Prendre une nouvelle direction

Ne pouvons nous pas prendre une nouvelle direction ? Une direction fondée sur la régénération plutôt que sur la durabilité d'un statu quo insoutenable, sur un bon économat (une sorte d'économie économe) de l'existant plutôt que sur le développement et la poursuite effrénée de la croissance ? L'économat permet d'aller au-delà des simples principes économiques en restaurant un équilibre par une attention tout aussi soutenue à l'environnement, l'éthique et la spiritualité, qui sont les éléments vitaux de toute véritable et viable civilisation.

La notion d'agriculture durable, nouveau tracteur de bataille de l'UPA depuis quelques années, n'est que le mince paravent dissimulant une politique de détérioration continue des milieux naturels par une croissance effrénée du secteur porcin depuis les vingt dernières années. Pour essayer de blanchir la face noire du développement à tout prix, avec pourtant comme précédent la surexploitation de la faune marine et des forêts publiques, on nous présente des solutions toujours technologiques.

Dès lors que sciemment on pollue l'eau et l'air, il est clair que ce n'est qu'un discours de camouflage qui ne mène nulle part, à moins que l'on ne veuille nous emmener assez loin pour que nous n'ayons plus assez d'essence pour revenir en arrière, ce qui serait un suicide collectif pour le profit de quelques uns. Pouvons nous imaginer autrement que par un écran de téléviseur ou d'ordinateur ?

Il est simple de voir se balader plus de neuf millions de porcs dans trois secteurs du Québec, pour qui connaît un peu cet animal en liberté les dégâts qu'il effectuerait seraient identiques à ceux des grues défrichant et remontant le sol neuf en surface.

Les tendances à venir du marché alimentaire démontrent pourtant une recherche de produits naturels et du terroir. Encore faudrait il qu'il reste quelque chose du terroir, car l'universalité des productions industrielles crée un type de bâtiments, de matériaux et de terrains dénudés sans parler d'un type d'odeur caractéristiques qui rend plat et uniforme d'immenses contrées.

La région qui nous intéresse avait justement un cachet qui permettait le tourisme agro-alimentaire, mais la production porcine vient entraver ce secteur d'avenir. Le secteur de Saint-Gilles, de Saint-Narcisse et de Saint-Patrice est très sensible sur le plan de la porosité des nappes phréatiques et tout déboisement accentue les dépôts de sédiments dans la Beaurivage qui est déjà saturée. Il est nécessaire de débattre de l'orientation de l'agriculture dans les prochaines années, nous sommes convaincus que la surproduction est néfaste à tout point de vue et qu'il est temps de diversifier ce secteur, vingt productions différentes dans chaque village ne peut entraîner qu'un dynamisme catalyseur d'une véritable démocratie.

Recommandations

En guise de conclusion nous recommandons de maintenir le moratoire pour une période de cinq ans et de profiter de ce délai pour entamer une véritable réflexion sur le devenir de l'agriculture.

Il serait nécessaire d'appliquer en toutes occasions le principe de précaution et de tenir compte de la particularité du Québec sur le plan de l'histoire, de la diversification des, de ses goûts alimentaires propres et de son caractère européen avant de suivre une quelconque opportunité économique à très court terme.

La transformation paraît rentable à cause des subventions attribuées à la source, si les productions agricoles industrielles sont si rentables il n'y a plus besoin de subventions et il est logique de laisser ce secteur tributaire uniquement de la main invisible du marché qui réglera tous les problèmes à venir, par contre il devra supporter les coûts de décontamination et démontrer le caractère inoffensif de ses procédés à court, moyen et long terme. En ce qui concerne la décontamination actuelle et à venir, il nous paraît opportun d'y faire contribuer tous ceux qui en ont retirer un profit (intégrateurs, fabricants de pesticides, coopératives, transformateurs et agriculteurs). C'est le principe même du pollueur-payeur.

Il faut quand même équilibrer le droit de produire avec le devoir de ne pas dégrader l'environnement. Une révision s'impose concernant la surproduction. Les montants alloués pour favoriser celle-ci devraient être orientés vers la diversification des productions et le maintien du patrimoine actuel et passé, si ce n'est la conservation pure et simple de sites qui font la beauté et la caractéristique du Québec.

Pour améliorer la qualité de nos cours d'eau et des eaux souterraines, il faut encourager les agriculteurs à utiliser des moyens simples, concrets et peu coûteux comme les chicanes, les bassins de décantation, la revégétalisation des berges et les brise-vent. Plutôt que d'investir dans le développement de solutions techniques issues de la R et D, il est nécessaire de soutenir la conversion de la production porcine telle que se fait aujourd'hui à une production sur litière sèche.

Nous recommandons également que le gouvernement verse des subventions régressives au monde agricole de façon à limiter la taille et l'expansion des entreprises, et ce, prioritairement dans les municipalités en surplus. Ensuite, cette mesure doit être couplée à une norme d'unités maximales à l'hectare afin de favoriser un retour à une compatibilité environnementale et socialement acceptable.

Enfin, il faut associer les citoyens aux décisions qui les concernent en leur assurant une représentation équitable entre le secteur agricole et celui de la protection de l'environnement de même que les regroupements de citoyens au sein des différences tables de concertations existantes portant sur les sujets qui les préoccupent.

Sources

Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces. Editions de l'encyclopédie des nuisances. Paris 1999

Bové, José et François Dufour. *Le monde n'est pas une marchandise..* La découverte.2000

Bulletin de la FAO 2000-2005.

La mondialisation. Université Laval.3^e cycle MBA. 1998

Le Monde diplomatique. Articles de 1986 à ce jour.

Radio Canada :*Enjeux, Zone Libre et La semaine verte.*

Recto-verso. Novembre-décembre, numéro 299.

Aktouf, Omar. *La stratégie de l'autruche.* Editions Ecosociété. 2002.

Résumé pour la présentation du mémoire

Après un bref survol de différentes parties du monde où s'est développée la production porcine et ses conséquences sur l'environnement nous parlons de la surproduction en agriculture, ses causes et ses conséquences sur les pays en développement, nous impliquons la libéralisation des marchés financiers et la mondialisation forcée par celle-ci dans la destruction des milieux naturels et un chaos dans les structures sociales traditionnelles, également la notion de durabilité qui a été pervertie et permet le report de solutions immédiates et urgentes.

Localement la nappe phréatique étant fragile et le processus de déforestation ne faisant qu'aggraver la situation nous démontrons que le monde agricole laissé à lui même ne pourra redresser l'état de fait déplorable résultant de ses pratiques. C'est pourquoi nous demandons que le moratoire soit maintenu pour une période de cinq ans et qu'une réflexion générale soit entreprise sur l'agriculture et son devenir.

Nous suggérons d'autres voies comme le commerce équitable et la diversification des productions pour le maintien et le développement du monde rural par un processus de redistribution des aides actuelles orientées autrement, nous critiquons la reprise en main de l'agriculture par les milieux financiers et les conséquences pour les milieux naturels.

Après tous les scandales financiers de ces dernières années et les problèmes de vaches folles, fièvres aphteuses et concentration de la distribution nous estimons qu'il est temps de reprendre en mains citoyennes notre alimentation et le modelage de nos campagnes ne serait ce que pour l'eau, qui sera le principal problème de ce siècle.

Présentation du mouvement Les Amis du patrimoine naturel de Beaurivage

Les Amis du patrimoine naturel de la Beaurivage est un organisme à but non lucratif créé au printemps 2001 dont la mission est de s'occuper du bassin versant de la Beaurivage en sensibilisant le milieu en environnement et en conservation du patrimoine naturel. À ce jour, le mouvement compte près d'une centaine de membres dans la dizaine de municipalités situées dans le territoire du bassin.

Depuis cet automne, nous sommes engagés dans la première phase d'un projet de réfection de la rivière Beaurivage, située de la sortie de Saint-Patrice à l'entrée de Saint-Gilles, les deux autres phases ultérieures seront en aval et en amont. Le projet consiste à réguler l'apport d'eau des fossés de drainage agricoles par un processus de chicanes filtrantes et de bassin de décantation naturel, de manière à réduire le débit et empêcher la sédimentation dans le cours d'eau principal, le projet concerne également un volet de reboisement et réfection des rives ainsi qu'une sensibilisation de pratiques culturelles minimales et de brise-vent. Nous favorisons la concertation et la mise en commun des énergies locales : les municipalités, les riverains agricoles et les particuliers, la section locale de l'UPA, le MAPAQ, le ministère de l'Environnement et la Société de la faune et des parcs.

Présentation du porte-parole des Amis à l'audience : Marc Bottiau

Né à Lille (France) sur une ferme herbagère, lait et fruits

Études universitaires en biologie; brevet de technicien supérieur en agriculture

Technicien en recherches appliquées dans une entreprise agro-alimentaire en France de 70 à 79

Délégué syndical, du personnel et du comité d'entreprise

Producteur laitier à Saint-Gilles de 80 à 89

Directeur de la coopérative locale de 81 à 83

Membre du syndicat de gestion agricole de Beaurivage de 85 à 89; vice président et président par intérim de ce syndicat de 87 à 89

Citoyen canadien depuis 83 Professeur en mathématiques et en horticulture dans un centre de formation professionnelle pour adultes en France 90

Producteur d'endives, de pleurotes, haricots fins et groseilles pour les restaurants de Québec depuis 91, distributeur de ses produits et en passe de faire la vinification des groseilles.

Membre et administrateur des Amis de la Beaurivage depuis sa création et responsable du projet d'amélioration de la Beaurivage.

Membre de l'Union paysanne depuis sa création